



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Association Grisélidis menacée

Travailleuses-eurs du sexe et ProstituéEs en danger

Grisélidis travaille depuis plus de 18 ans avec les travailleuses-eurs du sexe, les personnes qui se prostituent. Nous intervenons de jour comme de nuit en première ligne afin de mener des actions de prévention du VIH et des IST, mais aussi de plus en plus pour répondre aux situations d'urgences sanitaires et sociales et aux situations de discriminations et de violences. Depuis quelques années Grisélidis est confrontée à une baisse généralisée de ses financements publics et privés.

Aujourd'hui, nous n'avons plus les moyens suffisants pour assurer nos missions de prévention, de santé et de lutte contre l'exclusion et les violences, alors que la situation des personnes que nous rencontrons chaque jour ne cesse de se dégrader.

Les travailleuses-eurs du sexe et en particulier les personnes migrantes sont plus que jamais exposées à la répression, la précarité, la pauvreté, et de ce fait aux contaminations par le VIH et les IST. La pénalisation des clients a engendré une baisse de revenus ; les discriminations et les violences subies parce qu'elles/ils sont femmes, migrantes, sans papiers, gays ou personnes trans sont quotidiennes. Elles/ils sont confronté.e.s à la pénurie de logements et d'emplois, à un accès difficile au dépistage et aux soins. Pourtant nous n'arrivons pas à orienter ces personnes vers les services de droit commun et les associations partenaires, qui sont saturées et n'assurent bien souvent pas de service de traduction.

En septembre 2018, nous avons dû procéder à la diminution de l'équipe salariée pour éviter un déficit budgétaire supérieur à 10 000 €. L'équipe salariée est passé de 8 à 6 équivalent temps plein : le contrat d'une travailleuse sociale n'a pu être renouvelé, le temps de travail de la médiatrice en santé bulgarophone, de l'équipe de direction et de l'infirmière ont été réduits. La charge de travail ne cesse de croître et les conditions de travail se dégradent d'année en année (local inadéquat, salaires gelés...).

Par conséquent, **nous ne pourrions plus accompagner 80 femmes nigérianes demandeuses d'asile** principalement en situation de traite des êtres humains. Pourtant, des jeunes femmes nigérianes arrivent chaque semaine à Toulouse.

Nous ne pouvons pas accompagner plus de 8 femmes en 2018 dans le cadre du « parcours de sortie de la prostitution », malgré des demandes en attente.

En 2019, nous devons **interrompre les cours de FLE** (français langue étrangère) car nous n'obtenons pas de financement public pour cette action malgré la demande importante.

De plus, nous venons d'apprendre que nous ne recevrons plus l'intégralité de notre dotation en préservatifs de la part du ministère de la Santé à partir de 2018 ; **nous ne savons pas comment nous allons nous procurer les 75 000 préservatifs que nous distribuons chaque année** aux travailleuses-eurs du sexe.

Nous souhaitons tirer la sonnette d'alarme concernant la précarisation généralisée des associations du secteur sanitaire et social : chaque année, nous sommes obligés de multiplier les dossiers de financements pour équilibrer nos budgets, et répondre à l'exigence croissante des financeurs concernant l'innovation et l'évaluation, qui sont en inadéquation totale avec les réalités et les besoins du terrain.

Nous sommes à la fois atterrées et épuisées de nous retrouver dans cette situation après plus de 18 ans de travail communautaire impliqué : une expertise reconnue, des actions innovantes menées en Occitanie et au niveau national, la confiance renouvelée de nos partenaires et des personnes que nous accueillons.

Nous sommes très inquiètes de la mise en danger de notre structure et de l'impact sur la vie et le quotidien des travailleuses-eurs du sexe, sur leur santé et leurs droits.